

Ingérences françaises au Yémen : honte et manipulation !

Beyrouth, 24 juin 2018.

Chacun se souvient de l'une des photos les plus célèbres de la guerre du Vietnam : ce 8 juin 1972 – dans le village de Trang-Bang – une effroyable bavure est commise par l'aviation sud-vietnamienne, qui combat les forces communistes du Nord aux côtés des Etats-Unis. Mal renseignés, les bombardiers *Skyraider* se trompent de cible et larguent des bombes au napalm sur un temple qui abrite non pas des Viêt-Congs, mais leurs propres soldats et de nombreux civils.

Kim Phuc – neuf ans – figure parmi les victimes de cette erreur tragique. Alertés par le passage préalable d'un avion de reconnaissance, « Phuc » (c'est son prénom qui signifie « bonheur ») et sa famille voient s'abattre sur eux les bombes incendiaires. Le déluge de napalm – pouvant atteindre les 1 200 degrés Celsius – inflige à la fillette de terribles brûlures. Ses vêtements soufflés, Phuc s'extirpe des flammes, laisse derrière elle ses parents et se retrouve à fuir sur la route 1 de Trang Bang.

À quelques centaines de mètres, le photographe Nick Ut a assisté à toute la scène. Avec un groupe de reporters, il voit des civils surgir de la fumée. Parmi eux, il photographie la grand-mère de Kim Phuc portant dans ses bras le corps inerte d'un petit garçon. Lorsque la fillette parvient à sa hauteur, Nick Ut tire de son sac un quatrième et dernier appareil encore chargé, un *Leica M3*. Il immortalise la détresse de la petite fille qui répète sans cesse les mêmes mots : « trop chaud ! Trop chaud ! »

« On les massacrait avant de les soigner... », paradoxe des guerres occidentales modernes que Francis Ford Coppola fait dire au capitaine Willard, son héros d'*Apocalypse Now*, palme d'or au Festival de Cannes en 1979.

Toute proportion gardée, c'est un peu ce que la France éternelle fait au Yémen et s'apprête à faire à la fin du mois à Paris. L'initiative a été annoncée le 10 avril lors d'une visite en France du prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane : l'organisation – à Paris – d'un « sommet humanitaire » rassemblant les donateurs susceptibles de se mobiliser au service... du Yémen, les deux co-organisateurs (la France et l'Arabie saoudite), chacun dans sa catégorie étant des co-belligérants directement impliqués dans cette guerre particulièrement meurtrière, occultée par la propagande quotidienne déversée sur la guerre civilo-globale de Syrie : Bachar al-Assad est un boucher sanguinaire, Mohammed ben Salmane et son homologue émirien étant de joyeux humanistes réformateurs. Défense de sourire !

On croyait être définitivement sorti des inepties néo-coloniales de Bernard Kouchner. Erreur, profonde erreur ! Comme en Syrie, les pays occidentaux aident et arment les jihadistes engagés au Yémen (recrutés par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis/EAU), sous prétexte d'aide humanitaire et de lutte contre « l'impérialisme iranien ». Nouvelle défense de sourire !

Bref, le 27 juin prochain à Paris, autant dire que cette conférence « humanitaire » risque de tourner au ridicule, comme un congrès de sapeurs-pompiers avec pyromanes comme invités d'honneur, comme un sommet de diabétiques enfermés dans une pâtisserie...

GUERRE CLANDESTINE

Et pourtant, les bombardements de la coalition saoudienne s'apparentent à des crimes de guerre selon les propres critères des Nations unies. Cela dit, Riyad est parvenu – jusqu'à maintenant – à [empêcher l'ONU d'enquêter](#) sur les quelques 15 000 civils tués depuis janvier 2017, tout bilan officiel restant impossible à établir. L'ONU et plusieurs ONGs évoquent des épidémies de famine, de choléra, ainsi que des milliers de blessés et déplacés. Une « catastrophe entièrement causée par l'homme », souligne le [dernier rapport du Haut-Commissariat aux droits de l'homme \(HCR\) de l'ONU](#). À cela s'ajoutent la destruction partielle de la vieille ville de Sanaa, patrimoine mondial de l'humanité et l'expansion de la Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA) : « AQPA est plus puissant que jamais. Alors que la destruction de l'organisation « État islamique » fait les gros titres (...), la Qaïda reste un modèle de réussite ». L'organisation a notamment « [su exploiter une économie de guerre florissante](#) », écrit la chercheuse d'*International Crisis Group* April Longley Alley. L'Arabie saoudite a inondé le Yémen de fusils d'assaut *Steyr-AUG*, une partie d'entre eux a atterri entre les mains d'AQPA !

« La France a octroyé pour un peu plus de 16 milliards d'euros de licences pour la seule Arabie saoudite en 2015 et livré à ce pays pour 900 millions d'euros d'équipements militaires la même année (...) À aucun moment, le gouvernement n'a indiqué ces deux dernières années qu'il avait refusé, révoqué ou suspendu des autorisations d'exportation », commente pour sa part [Amnesty International](#).

Depuis plus de deux ans, une guerre menée par les plus riches pays du Proche-Orient – voire du monde – contre le plus pauvre se poursuit, dans une large indifférence politique et médiatique. Le 26 mars 2015, l'Arabie saoudite – suivie de dix pays sunnites – lance une opération militaire aérienne au Yémen contre les Houthis du Nord. Les partisans d'Abdel Malek Al-Houthi avaient forcé la démission le président de la transition Abd Rabbo Mansour Hadi en s'alliant avec leur ancien opposant, Ali Abdallah Saleh. Au début de l'offensive, les Houthis occupent militairement la capitale Sanaa et la principale ville du sud, Aden. Sollicités par Hadi, les Saoudiens et leurs alliés prétendent vouloir le rétablir et contrer l'« avancée iranienne ». Le Conseil de sécurité de l'ONU donne son aval et la France, le Royaume-Uni et les États-Unis fournissent les fusils !

« DIPLOMATIE ECONOMIQUE »

Dès son arrivée à l'Élysée, Nicolas Sarkozy a commencé à mettre en œuvre l'une de ses promesses de campagne : rééquilibrer la politique étrangère de la France au Proche-Orient en faveur d'Israël. L'un des corollaires de cette volonté signifiait d'appuyer le rapprochement des monarchies du Golfe avec Tel-Aviv. Ainsi, l'Élysée s'emploiera à faire du Qatar l'un de ses premiers partenaires dans la région : le petit émirat paiera la libération des infirmières bulgares pour que Cécilia vienne faire un show « humanitaire » à Tripoli (Libye). Ensuite, il paiera aussi le divorce de la même Cécilia avec le président de la République française qui

exonèrera – en retour – le Qatar de toute espèce de fiscalité sur ses transactions immobilières en France.

En juillet 2007, à la suite d'une demande émirienne, Nicolas Sarkozy s'engage à développer une présence militaire permanente dans ce pays. Elle est annoncée en janvier 2008, lors d'une tournée dans le Golfe du président de la République. La base française d'Abou Dhabi est officiellement inaugurée le 26 mai 2009 dans l'espoir de voir le Qatar acheter le *Rafale* français. La promesse de vente tournera court, mais François Hollande ne reviendra ni sur l'existence de la base émirienne, ni sur les privilèges fiscaux accordés au petit Qatar. Au contraire, il accentuera le trait avec la fameuse « diplomatie économique » portée par son ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius.

Avec Emmanuel Macron, la politique étrangère néo-conservatrice de la France va se poursuivre et s'accroître : soutien inconditionnel à Israël et aux monarchies pétrolières sunnites avec lesquelles les affaires vont s'intensifier. Selon les meilleures sources, on peut relever que :

- dès le déclenchement de la guerre au Yémen, l'armée française « a effectué des vols de reconnaissance au-dessus des positions houthis pour le compte du client saoudien et continué à former ses pilotes de chasse » ;
- la France a également transféré des nacelles *Thalès Damocles XF* de désignation de cible et de guidage de bombes, que les forces saoudiennes placent sous leurs avions de chasse – ce qui n'empêche pas les « bavures » ;
- trois mois après le début du conflit, un avion ravitailleur *Airbus 330-200 MRTT* a été livré à l'Arabie saoudite. C'est le dernier d'une flotte de six. En avril 2017, deux de ces avions étaient déployés au Yémen. Indispensables à la guerre en cours, ils ravitaillent en vol les F-15 saoudiens ;
- des canons *Caesar* 155 mm de l'entreprise française *Nexter*, des hélicoptères de transport *Cougar* du groupe *EADS* et des drones de renseignement militaire *SDTI* de l'entreprise française *SAGEM* sont livrés à la coalition saoudienne ;
- en 2016, la France a livré 276 blindés légers indique son propre rapport de juillet 2017 au secrétariat du TCA. Ce lot est composé de blindés légers *Renault Sherpa light* et *Vab Mark 3* du groupe *Renault Trucks Defense*, originellement destinés au Liban. Dès février 2016, face à l'échec des campagnes de bombardements, la coalition s'appuie sur des milices locales équipées de véhicules légers émiratis *Nimr* pour tenter de déloger les forces houthis. L'arrivée des blindés légers français, qui se faufilent sans difficulté dans les rues étroites des villes arabes, s'inscrit pleinement dans cette stratégie de contre-insurrection déployée au sol. Et les *Sherpa light* sont équipés de capteurs de dernière génération offrant une protection contre les engins explosifs improvisés ;
- la coalition fait également usage de petits patrouilleurs, en soutien aux navires de guerre, pour assurer le blocus du Yémen. Si l'entreprise française *Couach* bloque à quai deux patrouilleurs rapides à destination du Yémen en raison de l'embargo, elle débute ses livraisons d'intercepteurs rapides à l'Arabie saoudite dès août 2016 ; 39 nouveaux exemplaires de ce type d'unités sont destinés à Riyad ;
- pour assurer le blocus qui affame la population, la coalition utilise des Corvettes *Baynunah* livrées aux EAU. L'artillerie et les marines de la coalition sont, par ailleurs

munies de systèmes électroniques de navigation vendus par SAFRAN, des équipements essentiels à la logistique des tirs ;

- enfin, 745 fusils de précision ont été livrés à Riyad en 2015 et 500 en 2016 selon les rapports au Parlement sur les exportations d'armes de 2016 et 2017.

Dernièrement, plusieurs parlementaires français – accompagnés de l'ambassadeur de France à Riyad et de son épouse – sont allés se féliciter bruyamment, dans la province de Mareb contrôlée par les Saoudiens, de l'excellence des efforts humanitaires de leurs hôtes... Fallait oser, mais c'est fait ! Et le pompon, c'est bien-sûr, la dernière affaire du déminage du port d'Hodeïda ! Le 15 juin, *Le Figaro* affirme : « alors que les forces progouvernementales ont annoncé s'être emparées vendredi de l'aéroport d'al-Hodeïda, la France entend s'impliquer dans le déminage du port, la véritable cible de [la bataille lancée il y a trois jours](#) par les troupes yéménites, appuyées par les EAU et l'Arabie saoudite, pour chasser les rebelles houthis pro-iraniens de cette ville stratégique sur la mer Rouge. Mais comme l'engagement français [dans cette guerre oubliée](#) est source de contestation, le ministère des Armées avance sur des œufs... » On ne saurait mieux dire !

UNE FUITE LACANIENNE

Le 13 juin, le Quai d'Orsay a indiqué que le président Emmanuel Macron, après s'être entretenu avec Mohammed ben Zayed, prince héritier d'Abou Dhabi, avait « évoqué la situation politique et militaire au Yémen, et notamment à Hodeïda » et « appelé les parties prenantes à la retenue et à la protection des populations civiles. » « La France rappelle que seule une solution politique négociée, y compris à Hodeïda, permettra de mettre fin de manière durable à la guerre au Yémen et d'arrêter la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire dans ce pays », a souligné le porte-parole du Quai.

Mais sous cette langue d'acajou, il s'agit de bien autre chose ! Un responsable émirien a déclaré à l'agence de presse *Reuters*, que la France aurait « accepté d'apporter une assistance en matière de déminage dans le cadre de l'opération militaire lancée par la coalition sunnite pour reprendre le port d'Hodeïda. » Et d'ajouter : « Les États-Unis ont rejeté pour leur part la requête d'Abou Dhabi qui leur demandait des moyens de renseignement, de surveillance aérienne, de reconnaissance et de déminage ».

Quelques heures plus tard, le ministère des Armées a confirmé qu'une telle opération était dans les tuyaux. « Il n'y a pas d'action militaire française aujourd'hui dans la région de Hodeïda, et la France ne fait pas partie de la coalition qui est engagée sur ce théâtre », a-t-il commencé par préciser. Toutefois, *Le Figaro* affirmait que des membres des forces spéciales françaises étaient déjà présents au Yémen, aux côtés des troupes émiriennes.

Ainsi, « deux sources militaires contactées par *Le Figaro* révèlent également que des forces spéciales françaises sont présentes aux côtés des Émiriens au Yémen », affirme le journaliste Georges Malbrunot dans l'édition datée du 16 juin 2018. La ministre de la Défense Florence Parly dément aussitôt et elle a raison. Les soldats français présents dans le port d'Hodeïda ne font pas partie des Forces spéciales françaises, mais sont des plongeurs-démineurs du Service-action de la DGSE (nos services extérieurs), dédiés aux opérations clandestines. Par conséquent, circulez, y' rien à voir et c'est bien normal ! La dissociation entre Forces spéciales destinées aux opérations extérieures publiques et le Service-Action, spécialisé dans des

actions clandestines – devant restées classifiées « confidentiel » ou « très confidentiel » – demeure l’apanage légitime de n’importe quelle démocratie. La carabistouille est ailleurs et révélatrice d’un nouveau dysfonctionnement de la communication présidentielle !

Depuis plusieurs mois, Saoudiens et Emiriens se plaignaient auprès de leurs interlocuteurs français, leur tenant à peu près ce langage : « on vous achète quantités de matériels et d’armements alors que vous ne nous apportez pas le moindre soutien politique public et ça commence à bien faire ! » Les communicants de l’Elysée ont alors imaginé le montage d’une fuite émirienne à *Reuters* qui serait reprise par notre cher Georges national du *Figaro*. En effet, celui-ci n’aurait jamais exploiter une telle information sans obtenir le feu vert, sinon l’encouragement de ses sources du ministère de la Défense !

En France, les anciens otages ont un statut tout à fait particulier. Non seulement immédiatement érigés au statut d’expert multifonctions, ils doivent se souvenir quotidiennement comment ils ont retrouvé la liberté. En l’occurrence, la libération de Georges et de son collègue Christian Chesnot a coûté plusieurs millions d’euros (environ sept) prélevés dans les fonds spéciaux de la DGSE, c’est-à-dire de l’argent public et cela mérite bien quelques renvois d’ascenseurs...

Par conséquent, l’information de l’engagement yéménite des armées françaises aux côtés de la coalition saoudo-émirienne est bien sortie, même si toute la vérité n’est pas dite. Héroïne lacanienne, Florence Parly dit toujours, toujours la vérité, mais pas toute... parce que les mots y manquent ! Et c’est même par cette impossibilité qu’elle participe au réel !

Et le psychanalyste Jacques Lacan aurait certainement ajouté que le réel, c’est quand on se cogne... Quoi qu’il en soit, la France et ses armées sont – aujourd’hui – engagées au Yémen, aux côtés des EAU et de l’Arabie saoudite (deux grandes démocraties bien connues), en train de massacrer l’un des pays les plus pauvres de la terre. Un jour, ces gens auront des comptes à rendre, les responsables français qui ont pris la responsabilité d’engager notre pays aussi !

Autrement dit, et excusez notre familiarité Monsieur le président de la République : « au Yémen Manu, t’es nul, complètement nul ! Arrête de déconner... » Bonne lecture néanmoins et à la semaine prochaine.

Richard Labévière

25 juin 2018